



Changement de régime à visage humain (« droits de la personne »): la politique de Trudeau au Venezuela

Par [Jorge Arreaza](#)

Mondialisation.ca, 28 octobre 2020

[Opinion The Canada Files](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#), [Le Canada](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Les relations entre le Venezuela et le Canada sont actuellement au plus mal. Bien que les gouvernements canadiens précédents n'aient pas caché leur aversion pour nos politiques visant à récupérer la souveraineté sur nos ressources naturelles et accorder la priorité aux politiques sociales, aucun n'avait aussi activement reproduit la politique des États-Unis envers le changement de régime que l'actuelle administration Trudeau. Le Canada fait un usage calculé et mal intentionné du discours sur les droits de la personne afin de saper efficacement les institutions démocratiques du Venezuela et de promouvoir des sanctions illégales qui causent d'énormes souffrances à la majorité des Vénézuéliens.

Bien que Trudeau soit premier ministre depuis 2015, c'est en 2017, après l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, que le Canada a intensifié son interventionnisme dans les affaires du Venezuela. Auparavant, nos ministères des Affaires étrangères étaient en communication constante et se sont rencontrés au moins neuf (9) fois en 2016 pour discuter de questions bilatérales. Après des désaccords notoires avec Trump sur les changements climatiques et, dans une moindre mesure, sur les termes d'un nouvel accord de libre-échange pour l'Amérique du Nord, Trudeau a découvert au Venezuela un point sur lequel il pouvait soutenir ouvertement Trump, et obtenir en échange un leadership régional qui l'aiderait à décrocher un siège au Conseil de sécurité des Nations Unies aux élections de 2020. De plus, ce soutien à Trump favoriserait également les intérêts des entreprises canadiennes aspirant à occuper la place du Venezuela en tant que fournisseur de brut lourd aux raffineries américaines, et pourquoi pas reprendre Citgo, une filiale américaine de la société pétrolière d'État du Venezuela, la PDVSA.

Nulle part dans ce plan ne figurait une réelle préoccupation pour la démocratie vénézuélienne, les droits de la personne ou même la stabilité du pays. Trudeau a repris une stratégie conçue par des gens comme John Bolton et a lancé quatre séries de mesures coercitives illégales contre le Venezuela en reproduisant et même, dans certains cas, en amplifiant la liste des cibles des États-Unis. Les fonctionnaires vénézuéliens sanctionnés sont responsables de l'organisation des élections, de l'exercice de leurs fonctions diplomatiques et même de la mise en œuvre de la politique officielle des droits de la personne du pays. Même les athlètes olympiques connus pour sympathiser avec le gouvernement ont été empêchés d'entrer au Canada et de terminer leurs essais pour les prochains Jeux olympiques. Cependant, l'ancien général Manuel Christopher, qui en avril 2019 a comploté un coup d'État manqué contre le président Maduro, a été rapidement gracié et rayé de la liste des cibles des États-Unis.

Depuis 2017, le Canada, sous étroite surveillance américaine, a participé à la création du Groupe de Lima, un cartel de gouvernements néolibéraux du continent américain qui n'a pas réussi à obtenir la majorité des voix à l'Organisation des États américains (OEA). Le Groupe visait à harceler le Venezuela et à rechercher une tribune pour présenter le pays comme une menace régionale au profit de l'opposition proétasunienne. Où étaient les préoccupations humanitaires du Canada lorsque, par l'entremise du Groupe de Lima, il a cherché à rétablir le Traité de Rio pour servir de cadre à une éventuelle intervention militaire?

La démocratie vénézuélienne a également pris du recul dans cette politique interventionniste. Lors des élections du 20 mai 2018, le Canada a été le seul pays au monde à avoir expressément interdit aux missions diplomatiques vénézuéliennes, soit l'ambassade à Ottawa et les consulats à Montréal, Toronto et Vancouver, d'ouvrir comme bureaux de vote pour les citoyens vénézuéliens vivant au Canada. Le gouvernement d'Ottawa s'est plutôt engagé à reconnaître le président intérimaire autoproclamé Juan Guaidó en violation de la Constitution vénézuélienne. Depuis, le Canada a soutenu politiquement et matériellement le lobbying de Guaidó auprès d'autres gouvernements de la région et a nommé un conseiller spécial, Allan Culham, pour utiliser son «réseau de contacts afin de plaider en faveur d'un soutien élargi pour faire pression sur le gouvernement illégitime», selon sa référence au gouvernement démocratiquement élu du président Nicolás Maduro.

En soutenant la mascarade de Guaidó conçue à Washington, le Canada a également été complice du pillage des avoirs étrangers du Venezuela. La Fondation Simon Bolivar de Citgo, autrefois dédiée au financement de programmes sociaux tels que l'huile de chauffage à prix abordable pour les familles nord-américaines à faible revenu ou le traitement spécialisé de la moelle osseuse pour les patients vénézuéliens, utilise maintenant ses fonds pour financer une soi-disant ONG, la Venezuelan Engagement Foundation, dont le conseil d'administration au Canada est composé d'Orlando Viera-Blanco et de sa famille, un opportuniste qu'Ottawa reconnaît comme l'ambassadeur de Guaidó au Canada.

Cette semaine, pendant que le Canada continue de faire pression sur l'Union européenne au nom des États-Unis dans le but de remettre en question les prochaines élections législatives du 6 décembre, des millions de Vénézuéliens – partisans du gouvernement et de l'opposition – veulent voter, renouveler l'Assemblée nationale et remplir le mandat constitutionnel, mais le Canada, se considérant toujours au-dessus de la loi vénézuélienne, estime le contraire.

Le 20 août, j'ai eu le rare plaisir de m'adresser aux Canadiens à l'invitation de l'Institut canadien de la politique étrangère sur ces questions. Aujourd'hui, je réitère l'invitation au ministre Champagne et au gouvernement canadien pour un retour à la diplomatie, à la recherche d'une entente réaliste entre nos nations pour mettre fin à cette politique sans issue que l'administration Trump a établie pour Ottawa. Les entreprises inconstitutionnelles et illégales ne devraient plus être encouragées par le Canada. Notre invitation est de revenir à la politique électorale comme option, à la diplomatie comme choix. Ce n'est qu'à cette condition que le Canada sera de nouveau considéré comme un bon voisin et non comme le complice de la plus grande agression contre le peuple vénézuélien de son histoire moderne.

Jorge Arreaza

Publié originalement en anglais dans [The Canada Files](#)

Jorge Arreaza, *ministre des Affaires étrangères du Venezuela*

La source originale de cet article est [Opinion The Canada Files](#)

Copyright © [Jorge Arreaza](#), [Opinion The Canada Files](#), 2020

Articles Par : [Jorge Arreaza](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca